15e année

numéro 291

25 Mars 193

prix : 2 franc

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire



DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 291

(25 mars 1939)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Le congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne

Le congrès de l'Union des syndicats de la Seine et Seine-et-Oise s'est tenu les 9, 10 et 11 mars. Je constate que 295 syndicats seulement sont représentés sur 628 qui sont adhérents à l'Union.

Henri Raynaud commente le rapport moral adressé aux syndicats; il réclame l'abandon sur le plan international d'une politique de lâcheté et la constitution du bloc des démocraties. Il préconise une conférence internationale syndicale avec participation des partis communiste et socialiste.

Dans son discours il attaque d'une façon injurieuse la minorité. Qu'on en juge :

« Certains militants, qui nous attaquent, quand nous serons dans les camps de concentration seront prêts à se laisser porter à la tête du front du travail fasciste par haine du parti communiste. »

Après cette déclaration les délégués dans la ligne sont fixés; il n'y a pas de doute, les délégués qui défendront à la tribune l'indépendance syndicale ou qui se prononceront contre la politique de fermeté en politique extérieure seront des fascistes.

Celton ouvre la discussion sur le rapport moral que son syndicat votera; il expose la situation des travailleurs des services publics de la région parisienne, qui attendent de recevoir l'augmentation des salaires qui a été attribuée aux fonctionnaires.

Le Bourre, du spectacle, apporte de vives critiques au rapport moral de l'Union; il reproche à Hénaff d'avoir recommandé, lors de la grève du spectacle, de ne pas s'engager dans une action irréfléchie.

Ces conseils ne furent pas écoutés, la grève fut déclenchée et les travailleurs du spectacle obtinrent une convention collective. Il reproche le manque d'organisation des chômeurs.

Sur la question des loisirs il reproche la mauvaise gestion du Théâtre du Peuple; il fut coulé par les malversations du responsable. « Si, dit-il, l'Union des syndicats de la région parisienne avait assuré le contrôle cela ne serait pas arrivé. » Il conclut en regrettant l'écroulement du Théâtre du Peuple et en formulant l'espoir que désormais il ne soit pas fait une confiance aveugle à des dirigeants des groupements collectifs, qui ont non seulement une responsabilité commerciale mais aussi morale.

Au nom du syndicat du Gaz de Banlieue, j'intervins dans le débat en ces termes :

« L'Union a pris une initiative heureuse en faisant une loterie dont les bénéfices serviront à l'envoi des enfants des chômeurs à la campagne.

« L'Union n'est pas responsable si la grève générale du 30 novembre n'a pas été complète dans la région parisienne. C'est l'ordre de réquisition qui a jeté le désarroi parmi les travailleurs des services publics. Le Congrès de Nantes a bien fait de voter la grève, car la C.G.T. se devait de protester avec vigueur contre les décrets-lois. La grève n'était pas politique. Si l'ordre de grève n'avait pas été donné les masses ouvrières auraient crié à la trahison.

« Les journaux bourgeois ont parlé de scission syndicale; depuis 1922 le plus bel acte des syndicats a été de réaliser l'unité syndicale, ce serait une folie de la briser. Mais il faut que la démocratie soit appliquée; nous devons tous pouvoir exprimer notre point de vue verbalement et par écrit. Les organes comme *Syndicats* et *la Révolution prolétarienne* sont utiles aux militants qui veulent étudier les faits avec objectivité.

« La C.G.T. s'est laissée imposer par les partis politiques dans le Rassemblement populaire la pause, au moment où il fallait lutter.

« En ce qui concerne l'aide à nos camarades espagnols, l'Union a fait de son mieux. La C.G.T. était contre la politique de non-intervention, mais elle aurait pu faire davantage; elle s'est laissée manœuvrer dans le Rassemblement populaire par les partis politiques. La C.G.T. aurait dû imposer à Léon Blum la liberté pour nos frères espagnols d'acheter des armes en France. Le chef du premier gouvernement du Front populaire est responsable de l'écrasement des républicains espagnols.

« Il n'est pas vrai que l'écrasement des républicains espagnols soit la conséquence de Munich. S'il n'y avait pas eu le conflit tchécoslovaque, la France et l'Angleterre auraient continué à refuser de vendre des armes aux travailleurs espagnols. En faisant cela ils s'opposaient au développement de la révolution naissante. »

Je me suis élevé contre le fait que la C.G.T. n'a pas envoyé des membres du Bureau enquêter dans les Pyrénées-Orientales sur le scandale des camps de concentration des camarades espagnols, qui sont une honte pour la France.

« Une divergence profonde existe dans le mouvement syndical concernant la crise de septembre. La situation présente est la conséquence de l'inique Traité de Versailles. Toutes les organisations ouvrières protestèrent en 1919 contre ce traité et déclarèrent qu'il provoquerait une nouvelle guerre. Les Sudètes s'opposèrent de toutes leurs forces au rattachement à la Tchécoslovaquie. »

J'ai donné lecture d'un extrait d'une lettre du chancelier d'Autriche, Karl Renner, au Président Wilson. Il est ainsi conçu :

« On ne peut inaugurer l'ère de la démocratie en Europe Centrale en assujettissant par la force des armes un peuple de trois millions et demi d'êtres humains à un peuple de six millions trois cent mille habitants. On ne saurait établir une paix durable en Europe en créant, au sein du nouvel Etat tchécoslovaque, un irrédentisme allemand dont les appels, qui s'adresseraient constamment à Berlin et à Vienne, mettraient la paix européenne en péril. »

J'indiquai également que les travailleurs su-

dètes firent la grève générale le 4 mars 1919, dans toute la Bohême, pour protester contre l'occupation par la force des pays de la Bohême allemande et du pays des Sudètes.

En date du 5 mars 1919, l'Assemblée Constituante autrichienne, protesta solennellement contre cette occupation. Je donnai lecture de la prophétie de Karl Renner : « Les puissances alliées sont en train de commettre à l'égard de la population desdits territoires et de tous les Autrichiens également une flagrante injustice ainsi que d'entraîner la Tchécoslovaquie dans une politique aventureuse et « catastrophale ».

« Par conséquent, ce qui arrive a été prévu par les militants ouvriers quand ils dénonçaient l'inique Traité de Versailles. Et des camarades veulent faire respecter ledit Traité. Des quotidiens ouvriers ont écrit que la France devait faire honneur à sa signature.

« C'est quelque chose de nouveau dans le mouvement ouvrier. Respecter la signature de Clemenceau, Tardieu, Poincaré!

« En 1914 la France avait une alliance militaire avec la Russie et Jaurès écrivait au sujet du respect de la signature :

« Si notre allié persiste dans son attitude » nous ne devrons plus reconnaître qu'une » seule alliance : le traité qui nous lie à la » race humaine. »

« Les camarades partisans de la politique de fermeté déclaraient et affirment encore que l'attitude de Hitler était du bluff, qu'il reculerait. Voici ce qu'a déclaré le chef de file des antimunichois Léon Blum, au conseil national socialiste le 6 novembre 1938 :

« M. Chamberlain a déclaré aux Communes » qu'à Berchtesgaden il avait acquis la convic- » tion qu'il n'y avait pas d'autre alternative » que de céder à Hitler sur le point essentiel » ou d'entrer en guerre. Et moi-même je crois » que Hitler s'était alors trop avancé pour » pouvoir reculer. »

« On reconnaîtra que l'opinion de l'ancien président du Conseil a quelque valeur. Pour lui, la fermeté c'était bien la guerre.

« Zyromski, qui est aussi un partisan de la politique de fermeté, a déclaré au conseil national socialiste de dimanche 5 mars : « Oui, » je crois qu'à Munich la résistance était un » risque de guerre ».

« D'ailleurs les secrétaires de l'Union n'étaient pas si sûrs comme ils veulent bien le dire que la politique de fermeté aurait fait reculer Hitler; les secrétaires de syndicats ont à ce moment là reçu une circulaire qui nous demandait de nommer d'urgence un bureau syndical qui pourrait remplacer les camarades mobilisés.

« C'est aussi Arrachard, le secrétaire général de la fédération du bâtiment, qui déclarait le 27 mars à une réunion de secrétaires de syndicats du bâtiment parisien : « Nous allons » faire la guerre contre le fascisme, chacun » doit faire son devoir. »

« Il est probable que si ce camarade tenait ce propos, c'est que ses amis avaient aussi une opinion analogue.

« Par conséquent, on admettait que la guerre était possible.

« Il s'agit de savoir s'il fallait faire la guerre pour maintenir à la Tchécoslovaquie les Sudètes, alors qu'ils voulaient être Allemands. Sans doute le principe invoqué par Hitler n'était qu'un prétexte, mais c'est un principe défini en 1919 par les Alliés.

« En juillet 1914, l'Union des syndicats organisa meetings et manifestations contre la guerre qui venait.

« En 1938 l'Union organise des réunions à la sortie des usines pour préconiser la politique de fermeté. La C.G.T. et l'Union des syndicats de la région parisienne ont agi contrairement aux traditions du syndicalisme français, qui s'est de tout temps prononcé contre la guerre, produit du régime capitaliste.

« Nous n'avons jamais accepté ce qui s'est passé à Munich, ce ne sont pas les organisations ouvrières qui ont signé cet accord, mais les représentants des gouvernements capitalistes; nous n'avons donc pas à les approuver. Mais le mauvais accord de Munich vaut mieux que la guerre.

« Le syndicat national des Instituteurs et le syndicat national des Agents des P.T.T., par leur manifeste qui en quelques heures a recueilli plus de 100.000 signatures, ont sauvé l'honneur du syndicalisme français.

« Le Centre syndical d'action contre la guerre a mené une belle lutte contre la catastrophe.

« A mon avis, le problème est de gagner du temps, les travailleurs italiens pourraient bien finir par renverser Mussolini et alors le danger de guerre serait écarté, car Hitler ne se lancerait pas seul dans une aventure. »

J'ai conclu en déclarant être en accord avec Henri Raynaud pour la convocation par la F.S.I. d'une conférence intersyndicale internationale, prélude d'une conférence des gouvernements. Toutefois, je considérais que la Fédération syndicale internationale avait assez d'autorité pour tenir cette conférence sans avoir besoin de convoquer les partis politiques.

Cet exposé fut écouté dans un calme relatif, mais ne soyons pas exigeants.

Nous avons entendu de longs rapports de tous les secrétaires de l'Union.

Le deuxième jour du congrès *Charbit* intervint. Je crois utile de donner connaissance à peu près intégralement de son intéressant exposé.

L'INTERVENTION DE CHARBIT

Charbit commence par annoncer que le syndicat des Typos parisiens votera contre le rapport moral. Il est cependant d'accord avec l'Union sur un point : la lutte contre les décrets-lois. Il estime même que l'action des syndicats contre les décrets-lois de M. Paul Reynaud et particulièrement contre le décret-loi sur les 40 heures doit être amplifiée, car l'application de ce décret c'est en fait l'abolition de la semaine de 40 heures et l'annulation des conventions collectives.

Il s'élève également contre le Statut moderne du Travail, qui supprime, pratiquement, le droit de grève et offre aux patrons la possibilité de réduire le salaire réel des travailleurs.

Mais il se demande si l'attitude de certains syndicats, qui ont offert spontanément des dérogations aux 40 heures, sous prétexte de défense nationale, n'a pas aidé le gouvernement dans son offensive générale contre cette conquête ouvrière; il se demande également si l'acceptation des dépenses de surarmement et de prolongation du service militaire n'est pas incompatible avec une opposition sérieuse aux mesures fiscales du gouvernement, nécessitées elles-mêmes par l'accroissement massif des dépenses militaires.

Il approuve par conséquent la grève du 30 novembre, à laquelle les travailleurs du Livre parisien ont participé en masse, mais il regrette les hésitations dont a fait preuve la C.G.T. pour son déclenchement et la mollesse de ses réactions en face des mesures prises par le gouvernement pour briser la grève.

Raynaud avait, au début du congrès, parlé du « syndicalisme spécial » de Dumoulin. *Charbit* demande, en retour, ce que pense le congrès du « syndicalisme spécial » de Semard — justement présent à ce moment-là — de Semard qui, après avoir donné l'ordre aux cheminots « de répondre unanimement à l'ordre de grève... quelles que soient les mesures d'intimidation (mobilisation, réquisition) et les provocations (arrestations préventives) dont les cheminots et leurs militants pourraient être l'objet », s'est empressé, lui, de se rendre au lieu de service qui lui était assigné par l'ordre de réquisition du gouvernement, dès qu'il a été en possession de cet ordre!

Le jeu stalinien dans le front populaire

Charbit traite ensuite de la question du front populaire, que la direction de l'Union veut faire revivre. « Vous voulez ranimer un cadavre, lance-t-il. Nous, nous estimons que l'expérience est concluante. La bourgeoisie même de front populaire n'oublie pas ses intérêts de classe. Et Daladier, que vous avez poussé au pouvoir, vous le montre bien. N'oublions donc pas, nous non plus, nos intérêts de classe. Et, au lieu de nous lancer contre la fiction des 200 familles, sachons organiser notre défense contre tous nos exploiteurs, de droite ou de gauche. »

« Mais, vous, ajoute-t-il, qui voulez que revive le front populaire, il ne fallait pas contribuer à le tuer!

« Votre campagne acharnée contre le gouvernement Léon Blum, — auquel cependant vous aviez promis un soutien total et sans éclipse, — les déclarations d'un des vôtres que ce ministère pourrait tomber sans inconvénient n'ont-elles pas encouragé le Sénat — le Sénat républicain, comme vous dites — à accomplir sa besogne de régression sociale et à rendre impossible le maintien de Blum au pouvoir? Sous le gouvernement Chautemps, c'est encore aux ministres socialistes que vous réserviez la plupart de vos coups. Avec le gouvernement Daladier, ce sont au contraire les ministres Raynaud et Mandel, adversaires du front populaire, qui ont le plus vos sympathies.

« En un mot, vous êtes pour le front populaire, mais c'est toujours les éléments de droite que vous soutenez contre ceux de gauche. C'est, qu'à vos yeux, le front populaire n'est qu'une étape vers le front national, que vous êtes pressés de réaliser pour nous conduire à la guerre.

« C'est pour cela que vous pratiquez la politique de la main tendue aux catholiques et aux syndicats professionnels en même temps que vous vous efforcez de déconsidérer des militants de la C.G.T. comme Dumoulin, Belin, Delmas, Froideval et Kléber Legay, odieusement calomnié par vous, et que vous menez une campagne abjecte contre les militants révolutionnaires fidèles à l'internationalisme prolétarien et à la lutte de classe. C'est pour cela qu'un des vôtres, Cogniot, a demandé des poursuites contre nous en septembre dernier à cause de notre action pacifiste. »

« En Espagne aussi, poursuit Charbit, vous avez été d'ardents défenseurs du front populaire!... En commençant par éliminer le POUM... (« Les assassins du POUM », lancent quelques excités. «Les admirables combattants révolutionnaires du POUM », réplique Charbit.)

« Puis, en écartant du pouvoir la gauche socialiste, avec Largo Caballero, que vous appeliez au début le « Lénine espagnol ». (« Il s'est enfui comme un lâche », lance un délégué. « D'autres que lui se sont enfuis, qui n'ont pas ses 80 ans », rétorque notre camarade).

« Puis vous vous êtes acharnés à ruiner l'influence de la C.N.T.

« C'est-à-dire que votre soutien du front populaire en Espagne a consisté à combattre l'élément prolétarien le plus sain et à écarter ceux qui, à l'origine, ont pris l'initiative de la lutte contre Franco. Votre soutien du front populaire a consisté aussi à détruire progressivement les réalisations révolutionnaires du prolétariat.

« Quand on pourra écrire l'histoire du drame espagnol, il faudra se demander si cette politique-là n'a pas démoralisé les combattants ouvriers et fait ainsi le jeu de Franco. »

Munichois et Versaillais

Abordant le problème de la guerre, *Charbit* relève le terme de Munichois, appliqué aux pacifistes et auquel on donne un sens péjoratif.

« Vous êtes contre l'accord de Munich, dit-il, à la direction de l'Union. Mais en vertu de quel principe? Etes-vous pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? Etes-vous pour la suppression des frontières? Etes-vous pour la révolution prolétarienne? Si c'était cela nous ne serions pas loin de nous entendre. Mais ce n'est pas cela que vous défendez. Ce que vous opposez à l'accord de Munich, et à tout accord avec l'Allemagne, c'est le *statu quo*, c'est le maintien du Traité de Versailles, dont vous avez si longtemps dénoncé la malfaisance!

« Le Traité de Versailles, qui était inique avant Hitler, reste inique avec Hitler. Et si ceux qui l'ont défendu il y a vingt ans en face d'une Allemagne écrasée n'étaient peut-être que stupides, ceux qui le défendent actuellement, en face d'une Allemagne redevenue forte, ne peuvent pas ne pas savoir qu'ils nous conduisent à une nouvelle guerre.

« L'horreur que vous inspire le régime hitlérien, et particulièrement les persécutions dont sont victimes les militants révolutionnaires et les juifs, ne doit pas nous amener à nous dresser systématiquement contre toutes les revendications de l'Allemagne. Ce n'est pas le moyen d'affaiblir Hitler, ni de soulager ses victimes. »

L'intégrité de l'Empire

« Cela ne doit pas nous entraîner non plus à nous instituer les défenseurs de l'intégrité de l'Empire français, contre toutes les réclamations de l'Allemagne. La seule chose que nous puissions défendre, c'est l'indépendance des colonies. Mais cela encore, vous l'avez oublié. Vous préférez maintenant prendre position en faveur de l'impérialisme français contre les impérialismes rivaux.

« Cependant, ces rivalités n'ont pas été inventées par Hitler et Mussolini; elles existaient avant eux. Déjà, avant 1914, elles ont failli nous conduire à la guerre, notamment en 1905 et en 1911, par la façon brutale dont l'Allemagne posait ses revendications. Et l'on peut constater que, devant chaque réclamation de

l'Allemagne, la bourgeoisie française s'est trouvée divisée, comme en ce moment, en pacifistes partisans des négociations et en bellicistes, défenseurs d'une « politique de fermeté ». En 1905, le président du Conseil Rouvier représentait le premier courant, le ministre des Affaires étrangères Delcassé représentait le second. De même en 1911, avec Caillaux d'une part et de Selves de l'autre.

« Mais si la bourgeoisie était divisée, la classe ouvrière, par contre, était unanime à se désintéresser des marchandages entre colonialistes et à exiger le maintien de la paix. De nombreux meetings, des démonstrations contre la guerre étaient organisés à Paris, à Berlin, à Madrid et Barcelone. *L'Humanité* et la *Bataille Syndicaliste* dénonçaient véhémentement la presse belliciste qui s'efforçait sans cesse de grossir et d'envenimer les moindres incidents et de faire avorter tout accord et toute négociation.

« Les militants ouvriers qui se livrent actuellement à cette besogne d'excitations chauvines et de provocation à la guerre ne peuvent pas se réclamer de la tradition de Jaurès, encore moins de celle de Lénine. Leur politique d'aujourd'hui est celle de Delcassé, de Poincaré et de Tardieu. Elle est celle aujourd'hui de De Kerillis.

(« Sur ce point je préfère la politique de De Kerillis à la tienne », interrompt Raynaud.)

« Quant à nous, continue Charbit, nous avons conscience de défendre avec les traditions du syndicalisme les véritables intérêts des travailleurs. »

Charbit tient à mettre sous les yeux du congrès un extrait de la *B. S.* relatant un incident survenu dans un meeting tenu salle Wagram, en 1911, en pleine crise franco-allemande.

« A ce meeting organisé par la C.G.T. contre la guerre, Bidegaray avait voulu intervenir. Et voici ce qu'en dit la *B. S.* sous la plume d'Harmel :

L'apparition de Bidegaray soulève un immense tumulte. Les hou hou, les cris les plus divers et les moins aimables l'accueillent.

L'homme qui a osé se déclarer patriote et dire qu'il partirait en cas de guerre n'a pas sa place ici. Voilà ce que signifie ce tumulte.

Bourderon, qui préside, s'épuise en efforts longtemps infructueux...

La salle est enfin appelée à décider...

Une seule main se lève pour entendre Bidegaray, qui doit quitter la tribune sous les huées.

Et Harmel de conclure : « L'exécution terminée, le calme revient. »

« Aujourd'hui, nous pouvons constater le progrès à rebours réalisé sous la conduite de ceux qui osent encore se réclamer de Lénine, puisque ce sont les militants fidèles à l'internationalisme prolétarien, fidèles au syndicalisme, qui sont les plus maltraités dans nos assemblées ouvrières. »

Des faux patriotes

« Parmi ceux qui nous combattent, il y a certes des camarades qui pensent réellement et sincèrement comme pensait Bidegaray en 1911. Beaucoup d'entre eux d'ailleurs s'opposent aux excitations guerrières et préfèrent des solutions pacifiques à la guerre.

« Mais il y a les autres, ceux qui étaient les plus ardents pacifistes et les internationalistes les plus fougueux, et qui se sont subitement transformés en nationalistes des plus ombrageux et des plus agressifs. Ceux-là, je ne crois pas à la sincérité de leur patriotisme.

« Parce que leur changement d'attitude, brutal et total, a commencé exactement depuis que Staline a déclaré approuver les armements de la France.

« Parce qu'ils n'ont jamais avoué avoir changé; qu'ils continuent à se réclamer de Lénine et du communisme et à prétendre avoir toujours eu raison.

« Parce que leur patriotisme est trop exclusivement dirigé vers la recherche du conflit franco-allemand.

« Parce qu'ils s'opposent systématiquement à toute négociation entre ces deux pays; qu'ils étaient déjà les plus exaltés lors de l'occupation militaire de la Rhénanie; qu'ils ont crié au scandale lorsque Blum avait reçu le Docteur Schacht; qu'ils ont fait de même quand le général Vuillemin est allé à Berlin ou lorsque Ribbentrop est venu à Paris et que, d'une façon constante, ils dénoncent comme traîtres à la France les hommes politiques qui recherchent un accord avec l'Allemagne. »

Un rallié au stalinisme, le secrétaire de l'Union, Dupire, avait osé dire au congrès, la veille, que les démocraties étaient disposées à trop de négociations. Après avoir relevé en termes méprisants le « retournement de veste » de Dupire, qui avait naguère signé avec nous une protestation contre la déclaration de Staline, *Charbit* réplique que, pour nous, classe ouvrière, il n'y aura jamais trop de négociations et qu'un mauvais accord vaut mieux qu'une guerre même victorieuse.

« En vérité, ceux qui, ainsi, s'opposent à des négociations, font la démonstration qu'ils veulent la guerre. Ils veulent la guerre, parce que tel est le calcul de Staline, qui estime que la meilleure façon d'assurer la paix à la Russie, c'est de pousser l'Allemagne et la France à s'entre-détruire.

« Vous avez certes abandonné l'internationalisme prolétarien, mais vous n'êtes pas pour cela devenus des patriotes. Vous exploitez le patriotisme, sur l'ordre de Staline. Car si vous étiez vraiment des patriotes, vous auriez protesté contre l'accord que vient de signer la Russie avec l'Italie, accord aux termes duquel la Russie s'engage à fournir à l'Italie, en quantités beaucoup plus considérables que par le passé, le pétrole qui manque à celle-ci pour faire la guerre à la France.

« Et puis, dites-moi, camarades, au cas où la Russie, développant cette politique d'accords avec les Etats fascistes, changerait à nouveau ses alliances et se retournerait contre la France, est-ce que vous seriez encore des patriotes?

« *Non! Vous n'êtes pas des patriotes. Et vous ne gagnerez rien à vous affubler d'un masque patriotique. La bourgeoisie utilisera votre campagne pour ses fins à elle, non pour celles de Staline.*

« Déjà vous avez facilité l'œuvre de régression sociale de Paul Reynaud par vos dérogations aux 40 heures « dans l'intérêt de la défense nationale ». Demain on nous imposera d'autres sacrifices, tout aussi nécessaires si vous voulez « maintenir les armements de la France au niveau de sa sécurité ».

« *Redoutez enfin que le poison nationaliste que vous répandez dans ce pays serve en définitive au fascisme pour nous battre, comme il a servi à Hitler pour battre le prolétariat allemand.* »

Charbit fut constamment interrompu par Henri Raynaud et injurié par des délégués;

les mots de : « Hitler », « fasciste », « traître », « provocateur », alternaient. Mon voisin criait qu'il fallait le sortir. Cette attitude du congrès était écœurante.

Charbit, très courageux, dédaignant les injures, laissait passer l'orage et reprenait le cours de son exposé; il ne descendit de la tribune qu'après avoir terminé.

L'INTERVENTION DE BUREAU

Le camarade *Bureau*, secrétaire du Syndicat des Instituteurs, prit ensuite la parole. Il tint à préciser la position de son organisation devant les représentants qualifiés de la classe ouvrière parisienne.

« Ma présence à cette tribune, dit-il, témoigne de l'attachement des Instituteurs syndicalistes aux travailleurs de cette région et si les adversaires du syndicalisme espèrent exploiter mes déclarations contre le mouvement ouvrier ils seront déçus ».

Après avoir exprimé le désir de voir la liberté de pensée et d'opinion scrupuleusement respectée par tous, l'orateur rappelle l'action des Instituteurs de la Seine en faveur de l'unité qu'ils avaient réalisée bien avant Toulouse. « Restons fraternels, dit-il, soyons compréhensifs les uns pour les autres et après la confrontation loyale, passionnée même, de nos thèses nous nous retrouverons unis dans l'action. »

Bureau marque son accord avec l'Union régionale sur l'impérieuse nécessité de défendre les conquêtes de Juin 1936 : 40 heures, conventions collectives, congés payés, droit syndical, etc., etc. et de lutter pour adapter salaires et traitements au coût de la vie. Il précise avec chiffres à l'appui combien est ridiculement insuffisante la récente indemnité temporaire accordée aux fonctionnaires. Il voudrait voir l'Union lutter en faveur du minimum vital, de l'égalité de salaire.

Le secrétaire du Syndicat des Instituteurs montre la pénible situation des milliers de jeunes gens qui voulant devenir instituteurs sont tenus après avoir acquis B. S. ou Bac, de faire des suppléances — parfois moins de 40 jours par an — pendant de longues années.

Et pourtant, de très nombreuses classes restent surchargées : 50, 60 et 70 élèves; des écoles sont nécessaires, mais il n'y a pas d'argent pour cela, dit-on! — Et pour conclure sur ce premier point *Bureau* lance au congrès un pressant appel en faveur des œuvres post et pré-scolaires et en faveur de l'école laïque elle-même.

Bureau aborde maintenant la brûlante question de l'attitude de l'Union des Syndicats en septembre 1938.

Après avoir rappelé l'opportune et précise intervention de Delsol — à qui il rend hommage — sur le Traité de Versailles et ses suites, l'orateur parle de Munich.

« Pour nous, dit-il, Munich a eu le grand avantage de maintenir la paix; il a évité «le pire dans l'immédiat »; nous vivons, nous discutons, nous recherchons ensemble les meilleurs moyens de maintenir et de consolider la paix.

« A la veille de Munich il fallait choisir et tout choix présentait des difficultés et des risques; nous avons choisi « la paix », parce que nous pensons que tout retard imposé à la guerre est une victoire pour la paix.

« Nous n'acceptons pas la classification des militants en « Munichois » et «Antimunichois », elle est trop simple donc inexacte. Il y a ceux qui n'ont jamais désespéré de la paix et les autres, qui acceptaient la guerre. Les menaces de Hitler étaient du bluff, dit-on aujourd'hui. Allons donc, camarades, rappelons-nous septembre 1938, rappelons-nous les précautions prises par les militants en vue de la constitution des équipes de remplacement, rappelons-nous la fuite de Paris. Il faut le dire nettement : « la Frousse » régnait en maîtresse à Paris et en province. C'est dans une telle atmosphère que, restant fidèles aux engagements pris, fidèles à nous-mêmes, nous avons tenu à affirmer clairement et publiquement notre volonté de paix. Il y avait quelque mérite et quelque courage à le faire.

« Et puis, si vous doutez, rappelez-vous la réception faite à Daladier à son retour de Munich! »

Raynaud avait dit : « La guerre aura lieu dans les pires conditions ». « Pour nous, dit *Bureau*, il n'y a pas de bonnes conditions pour faire la guerre. Il y a la guerre tout court avec ses horreurs, ses crimes, ses malheurs...

« Nous nous refusons à accepter la guerre, pensant avec Robespierre que « le pire ennemi de la liberté est la guerre ». De même nous ne voulons plus nous trouver dans une situation identique à celle de Munich; nous ne voulons plus laisser aux dictateurs l'initiative et le bénéfice moral du maintien de la paix. C'est aux travailleurs des pays libres qu'il appartient de faire l'action nécessaire pour imposer à leurs gouvernements des initiatives hardies en faveur de la construction d'une paix solide et durable. »

Contrairement aux affirmations de Dupire, l'orateur pense que ce sont les intérêts économiques qui dictent les actes des hommes. Ce sont les matières premières, le blé, le pétrole et les débouchés pour les produits fabriqués qui sont l'enjeu de la bataille présente. Il est bien évident que d'autres éléments peuvent intervenir, éléments variables suivant le moment et les circonstances. Le grand capitalisme qui mène la danse sait choisir une tactique susceptible de donner le change aux peuples qu'il entend exploiter.

Bureau rappelle que les échanges entre pays totalitaires et pays démocratiques : livraison du minerai de fer français à l'Allemagne; livraison à l'U.R.S.S. par les chantiers navals italiens du contre-torpilleur le plus rapide du monde — d'ailleurs le traité de Rapallo signé le 17 avril 1922 entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. existe bien toujours.

Maintenant le secrétaire du Syndicat des Instituteurs défend l'idée d'une conférence internationale sans conditions avec, comme but, l'arrêt immédiat du surarmement pour aboutir au désarmement général.

« Conférence internationale des travailleurs, d'accord, mais aussi « Conférence internationale des gouvernements ». Il faut tout tenter pour construire la paix. Il ne s'agit pas, comme on l'a dit, de « porter sur un plateau nos colonies à Hitler et à Mussolini ». C'est une déformation grossière — pour ne pas dire plus — de notre pensée. Nous croyons à la « contagion de la liberté » et si les dictateurs ne veulent pas la paix, leurs peuples la désirent ardemment. Souvenez-vous des acclamations réservées à Mussolini à son retour de Munich, toutes n'étaient pas de commande... »

Dupire avait parlé de « trop de négociations », *Bureau*, lui, pense au contraire, qu'il n'y a jamais trop de négociations, tant qu'on négocie on ne se tue pas.

Et pour conclure sur ce deuxième point *Bureau* dit :

« Notre méthode ne sauvera peut-être pas la paix, mais celle qui consiste à préconiser exclusivement le surarmement conduira obligatoirement à la guerre, et la guerre, quelles que soient les conditions dans lesquelles on la fait, c'est l'extermination, c'est la destruction de la civilisation et de la liberté — nous n'en prendrons pas la responsabilité. »

Bureau parle maintenant des décrets-lois et de la grève de novembre.

« Les décrets Raynaud-Daladier sont, dit-il, la revanche du capitalisme sur Juin 1936; c'est la suite logique de la pause et la conséquence de l'échec du premier gouvernement de front populaire.

« Les Instituteurs ont suivi le mot d'ordre le 30 novembre, qui n'a pas été un échec comme voudrait le faire croire la presse réactionnaire. Il faut, pour parler du 30 novembre, ne pas oublier l'action de la presse, de la T.S.F., les décrets de réquisition, les menaces gouvernementales, la présence des gardes mobiles, etc., etc. »

Raynaud avait dit : « Ah! si la classe ouvrière avait été libre ». « Elle ne sera jamais libre, répond Bureau, sauf sous une gouvernement favorable — ce qui explique en partie Juin 1936.

« Il faudra réviser nos méthodes de lutte; les secrétaires de fédérations doivent être plus prudents, plus circonspects. Ensemble nous devons rechercher les moyens de faire aboutir nos revendications en adaptant l'effort exigé des camarades à leurs possibilités. »

Conclusion. « Il faut peut de chose, a dit Raynaud, pour ramener les travailleurs dans la C.G.T. ». « Oui, sans doute, il suffit d'inspirer confiance. Et pour cela la C.G.T. doit apparaître comme étant le grand organisme capable de défendre efficacement les intérêts de tous les travailleurs au-dessus et en dehors des partis, des gouvernements et des sectes.

« Tous les travailleurs doivent s'y sentir à l'aise, quelles que soient leurs conceptions politiques ou philosophiques. Tous doivent pouvoir être convaincus que les dirigeants sont les meilleurs, les plus dévoués, les plus aptes, les plus capables.

« Ainsi l'espoir renaîtra et le syndicalisme pourra espérer de nouvelles victoires — l'avenir sera alors au syndicalisme. »

Bureau fut écouté avec silence. Pendant son exposé un camarade de ma table disait à son voisin que le langage du secrétaire des Instituteurs était courtois. Il s'attira cette réponse : « Il est plus adroit que Charbit, mais c'est la même bande ».

Frachon proonnça un long discours, il défendit le point de vue de la politique de fermeté.

Hénaff développa la charte revendicatrice du mouvement syndical de la région parisienne.

Il donna lecture d'un texte qu'il présenta au congrès où l'approbation de la politique extérieure était liée avec les revendications.

Juliette Harzelec, des Instituteurs, demanda la disjonction des deux textes et présenta l'additif suivant :

« Le Congrès déclare qu'une politique de « rénovation sociale, susceptible d'apporter à « la classe ouvrière les satisfactions matériel- « les et morales qu'elle est en droit d'attendre « d'un gouvernement, qui devrait être l'expres- « sion du suffrage universel, tel qu'il s'est ma- « nifesté en mai 1936, ne pourra être pour- « suivie efficacement que si l'action ouvrière « s'engage résolument dans une politique de « paix ayant pour objectif :

« L'arrêt immédiat du surarmement, charge « sous laquelle les classes laborieuses succom- « bent en tous pays;

« La solution des problèmes économiques « qui divisent et opposent les peuples;

« première étape de la construction vérita- « ble de la paix ardemment souhaitée par les « travailleurs du monde entier. »

Le rapport moral fut voté par 2.036 voix contre 193; abstentions 16.

Le texte de Juliette Harzelec recueillit les voix de l'opposition.

Ce congrès nous fait constater que les dirigeants de l'Union ont repris la tactique qui a si bien réussi à la C.G.T.U. : démolir l'adversaire par la calomnie et l'injure. Ils arriveront tout simplement à vider les syndicats des adhérents non communisants.

C. Delsol.

Mœurs de gangsters

Au congrès de l'Union des syndicats de la région parisienne, le camarade Farbos, représentant les agents des P.T.T., est intervenu sur le rapport financier. Il a dit pourquoi son organisation voterait contre ledit rapport.

Après avoir demandé — vainement — la lecture de la lettre de démission de Gaston Guiraud, trésorier général, Farbos a souligné le très lourd déficit de l'exercice 1938 : 1 million 470.000 francs en nombre rond.

Analysant les chapitres de dépenses, il a notamment marqué l'élévation du chapitre « Autos » passé de 118.970 francs en 1937 à 146.403 francs en 1938.

— Serait-il vrai, a-t-il demandé, que, selon les bruits qui circulent, les secrétaires de l'Union des syndicats ne se déplaceraient plus qu'en automobile, même pour faire le trajet de leur domicile personnel au bureau de l'Union?

On ne répondit pas. Pas plus sur ce point... délicat, que sur les autres, en particulier sur le gonflement du chapitre : « Appointements », passé, lui, de 659.000 francs en 1937, à 811.000 en 1938.

Mais comme, au cours de son exposé, haché d'interruptions et d'injures grossières — ô démocratie syndicale! — Farbos s'était permis de mettre en cause, très modérément, le citoyen Eugène Hénaff, il eut la surprise, une fois revenu à sa place, de voir s'approcher de lui ledit Hénaff, escorté de Varloteau :

— Je ne te répondrai pas ici, lui dit Hénaff. Mais je te préviens que, si je te rencontre un jour dans la rue, je t'infligerai une correction dont tu ne te relèveras pas!

Voilà comment un des dirigeants de l'Union des syndicats de la région parisienne comprend le droit de discussion.

Voilà comment il est possible de remplir un mandat régulièrement attribué par un important syndicat.

Va-t-on tolérer plus longtemps de telles pratiques?

Va-t-on tolérer plus longtemps, à l'Union des syndicats, des mœurs de gangsters?

NOTES
D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

FASCISME CONTRE FASCISME

Sur la route du fascisme que parcourt actuellement la France le vote des nouveaux pleins pouvoirs marque une étape décisive.

Depuis quelque deux années nous avons signalé toute l'évolution de la législature et des institutions de ce pays dans le sens fasciste : c'était la période de pré-fascisme. Nous voilà maintenant entrés dans la période du fascisme proprement dit.

L'empressement mis par le gouvernement de la République française à se vautrer aux pieds du dictateur Franco, lui mendiant d'être reconnu par lui (car c'est bien de cela qu'il s'agit : d'une reconnaissance de la France par Franco et non l'inverse), et lui offrant pour cette reconnaissance des conditions si déshonorantes qu'on n'a pas osé les publier, était, à lui seul, assez significatif. De même la manière dont le gouvernement français, autre face du même fait, a traité et continue à traiter les républicains espagnols, faisant preuve à leur égard d'une férocité bestiale sans égale dans l'histoire : voici 6 semaines que la presque totalité d'entre eux couchent sur des plages nues, *sans aucun abri,* exposés jour et nuit à toutes les intempéries, froid, pluie, vent, neige, sans rien d'autre pour se protéger que les pauvres hardes qu'ils ont apportées avec eux, gardés par des noirs incompréhensifs, doublés de gardes mobiles armés de bâtons qui les mènent comme des troupeaux. Cependant que ceux qui ont pu échapper à ce supplice sont traqués comme des criminels et que la magistrature frappe à tour de bras (dix mois de prison) ceux qu'il lui plaît de poursuivre sous le prétexte qu'ils sont entrés sans passeport, ceux qui furent jadis expulsés, bien qu'ils ne soient rentrés en France que sous l'empire de la nécessité, excuse qu'en toute autre circonstance la jurisprudence reconnaît comme supprimant le délit, sans compter ceux que l'on condamne jusqu'à deux ans de prison pour non-déclaration en douane!

Une République, qui, pour faire sa cour à un dictateur, soumet à un tel régime une armée républicaine, un peuple républicain, n'est manifestement plus une République : de cœur elle est fasciste.

Le vote de la semaine dernière sur les pleins pouvoirs a montré qu'elle l'est devenue également de fait. Le vote lui-même, et, plus encore peut-être, les conditions dans lesquelles il a été émis.

Voici la troisième fois qu'en moins d'un an le gouvernement Daladier demande que lui soit remis le pouvoir de légiférer. Cette fois c'est pour plus longtemps que jamais, et même Daladier n'a pas caché à la Commission des Finances du Sénat qu'il en demanderait sans doute le renouvellement; il n'y a, contrairement aux précédents, aucune limitation, même théorique, des sujets qui pourront faire l'objet des décrets-lois, et la ratification de ces décrets-lois par le Parlement n'est même pas prévue, quand ce ne serait qu'en principe!

Ainsi, ce qui est, au point de vue constitutionnel et juridique, l'essentiel du fascisme : la confusion, entre les mêmes mains, du législatif et de l'exécutif, est devenu non seulement pratique courante, mais s'exerce dans des conditions aggravées, ce qui fait que, selon la forte expression de la Déclaration des Droits de l'Homme, que je rappelle à nouveau, la séparation des pouvoirs n'existant plus, le pays « n'a point de Constitution ».

Quant à l'usage qu'entend faire le président du Conseil de ces pleins pouvoirs, le doute n'est pas permis après ce qui s'est passé à la Chambre et au Sénat. A la Chambre un certain nombre de députés radicaux et de l'Union Socialiste lurent une déclaration par laquelle ils posaient à Daladier la première question que voici : « *Prenez-vous l'engagement de ne pas porter atteinte aux libertés dont le Parlement a traditionnellement la garde?* »; au Sénat un sénateur radical, Boully, déposa un amendement tendant notamment à exclure des pleins pouvoirs « *toute mesure portant atteinte aux libertés publiques et au fonctionnement normal des institutions parlementaires* ».

La question posée à la Chambre resta sans réponse, et l'amendement Boully fut repoussé au Sénat à la quasi-unanimité : 280 voix contre 23.

L'usage qu'entend faire des pleins pouvoirs le gouvernement est donc bien évident, et le vote qu'ont émis la Chambre et le Sénat montre que le Parlement accepte déjà qu'un tel usage en soit fait. La majorité de la Chambre et la presque unanimité du Sénat sont d'ores et déjà acquis à l'idée que soient supprimés « les libertés publiques et le fonctionnement normal des institutions parlementaires ». Samedi et dimanche derniers la Troisième République est morte; le Parlement l'a tuée.

La chose était si évidente qu'en dépit de leur habituel aveuglement, les députés de gauche n'ont tout de même pas pu ne pas s'en apercevoir : certains ont déclaré à la tribune que c'était le sort du régime qui se jouait. Et en effet il est joué.

L'attitude que nous aurons à avoir durant la guerre qui vient se trouve dictée par cela.

Je ne suis pas pacifiste, je suis même tout le contraire. Révolutionnaire, je pense que la violence joue un rôle capital dans le devenir social. Je pense que, selon les cas et selon les circonstances, elle peut être amenée à revêtir toutes les formes : depuis celle de l'acte individuel jusqu'à celle de la guerre étrangère, en passant par l'insurrection et la guerre civile. Mais il est certain, que si, fort souvent, la violence est féconde, elle est non moins souvent parfaitement stérile. Elle est stérile dans le cas des guerres, si fréquentes aux épo-

ques de décadence, où s'opposent non point un principe et un principe contraire, un Droit et un autre Droit, dirait Proudhon, mais des sociétés et des Etats de même nature, se disputant une proie ou la prééminence.

Dans les conditions où se présente actuellement la guerre qui mettra aux prises la France avec l'Allemagne et l'Italie, celle-ci rentre sans nul doute possible dans la seconde catégorie. Ce sera une guerre entre fascismes : entre un fascisme achevé et un fascisme en évolution; simple différence de phase, non de nature. C'est pourquoi entre les adversaires nous nous refuserons à prendre parti; nous nous contenterons de marquer les coups... et de les subir.

OU A CONDUIT LA TRAHISON DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE

En optant pour le fascisme, en prenant pour règle politique, comme l'a avoué Daladier à la Commission de la Chambre, que pour combattre le fascisme il faut l'imiter, en tournant ainsi le dos à la République et à la démocratie (même dirigée par la ploutocratie), non seulement on tue la République mais on signe l'arrêt de mort de la France (par mort de la France j'entends la disparition des Français comme groupe autonome animé d'un mouvement et d'un développement propres).

La puissance de la France n'a plus aujourd'hui de base matérielle, j'ai indiqué pourquoi, dans un récent article; le seul élément de puissance qui lui restait était d'ordre moral, spirituel si l'on peut dire : c'était sa tradition révolutionnaire. Elle est le pays de 89, et celui de 48, elle est le seul grand pays européen où la République existe depuis près de trois quarts de siècle. Cette histoire, plus ou moins mythisée, est entrée profondément dans la conscience de la plupart des peuples, et c'est grâce à elle que la France a pu s'assurer la victoire durant la guerre 1914 : c'est à cause d'elle que se sont groupés alors autour de la France tous les peuples ou fractions de peuples qui se rattachaient de près ou de loin à sa tradition, républiques américaines, nationalités sujettes de l'Europe centrale, etc... C'est encore cette tradition qui, à condition d'être élargie et renouvelée, aurait pu permettre à la France de sortir victorieuse de la guerre prochaine. Or la France, loin de l'élargir et de la renouveler, est en train de la systématiquement renverser; d'en prendre, dans tous les actes de sa politique intérieure et extérieure, l'exact contrepied. Le résultat en est, chaque fois, un désastre.

Ce fut notamment le cas pour la Tchécoslovaquie.

En abandonnant à Munich la Tchécoslovaquie, la France avait trahi la démocratie.

Quelle aurait dû être, en effet, la politique d'une France démocratique, appliquant les principes dont elle prétend se réclamer?

Cette politique aurait consisté en deux choses.

D'une part la France se serait empressée de reconnaître que l'incorporation des Allemands des Sudètes dans la Tchécoslovaquie était contraire au droit des peuples à la libre disposition d'eux-mêmes, que les Sudètes voulant être réunis à l'Allemagne (ce qu'au besoin on pouvait vérifier par un plébiscite), il fallait réviser les frontières tchécoslovaques (et cette révision d'une des clauses les plus importantes du Traité de Versailles devait être l'occasion d'une révision générale des traités de 1919).

D'autre part, il fallait réaffirmer, de la façon la plus claire et la plus catégorique, pour les Tchèques, les Slovaques et les Ruthènes, le principe que l'on appliquait en faveur des Allemands, c'est-à-dire garantir, sans aucune ambiguité possible, leur indépendance. C'était aux Puissances «démocratiques» à fixer, d'accord avec Prague et Berlin, et au besoin Budapest, les nouvelles frontières de l'Etat tchécoslovaque, et à prendre le nouvel Etat sous leur protection.

Au lieu de cela on a cru très habile de faire cette politique stupide qu'on appelle, sans doute par antiphrase, « réaliste ». Les fossiles du Foreign Office qui s'imaginent que l'Angleterre peut encore gouverner le monde avec les vieilles roueries qui lui réussissaient au siècle dernier pensèrent détourner la menace allemande en l'orientant vers l'Est.

En conséquence l'Angleterre et la France se sont contentées à Munich de livrer purement et simplement la Tchécoslovaquie à l'Allemagne. Elles dirent à celle-ci, dans le langage diplomatique d'usage : faites-y ce que vous voulez!

Ainsi abandonnée, livrée à ses seules forces, la Tchécoslovaquie ne pouvait plus que s'en remettre à la générosité du vainqueur ; après en avoir, souverainement et seul, fixé les frontières non seulement du côté allemand, mais aussi du côté hongrois, Hitler établit sur la Tchécoslovaquie son protectorat de fait.

Prague dut faire tout ce que Berlin voulut : elle démissionna son Président puis l'exila; elle établit les fascistes cléricaux en maîtres de la Slovaquie et ceux-ci y installèrent aussitôt le plus parfait des régimes totalitaires; au gouvernement central même, alors que la majorité parlementaire était démocratique, ce furent les conservateurs réactionnaires qu'on mit au pouvoir; la dissolution d'un des plus importants partis du pays fut prononcée; le contrôle des fabriques d'armes fut enlevé aux Français pour être remis aux Allemands, etc.

Ce protectorat de fait ne tournait cependant pas assez rond au gré de Berlin et c'est pourquoi Hitler, après cinq mois d'expérience, vient de le transformer en protectorat de droit. Suite logique de ce qui avait été plus ou moins tacitement convenu à Munich, de telle sorte qu'Hitler est fondé à considérer aujourd'hui comme de la duplicité les protestations que la France et l'Angleterre se sont décidées à lui adresser après qu'elles y eurent été obligées par la réaction vigoureuse de Roosevelt. Il est autant fondé à se plaindre de ces protesta-

tions que Mussolini des sanctions. Laval avait dit à Mussolini, à Rome, que la France lui laisserait les mains libres en Ethiopie, et voilà que dès qu'il se met en marche en Afrique, la France lui ferme ses frontières! Chamberlain et Daladier avaient laissé entendre à Hitler, à Munich, qu'on lui laisserait les mains libres en Tchécoslovaquie, et on lui laissa en effet durant cinq mois faire tout ce qu'il voulut, puis voilà que tout à coup, parce qu'il renverse une façade qui ne recouvrait plus qu'une très pauvre réalité, on jette feu et flammes! Oui, vraiment ils ont bien le droit ces dictateurs de dénoncer, l'un et l'autre, l'hypocrisie des démocraties!

Le résultat, en tous cas, est là. En livrant, à Munich, la République tchécoslovaque à l'Allemagne, la France, loin d'écarter le danger de ses frontières, n'a fait que le renforcer.

Ce serait en effet une erreur de croire que l'entrée d'Hitler à Prague et à Bratislava sont le début d'une vaste opération allemande à l'Est. C'est, au contraire, une simple mesure préliminaire à la grande opération à l'Ouest que *Mein Kampf* estime indispensable avant que ne commence l'expansion à l'Est.

Si, en effet, il n'en était pas ainsi, l'annexion de l'Ukraine subcarpathique par la Hongrie serait incompréhensible. Si l'Ukraine était la visée hitlérienne du moment, l'Allemagne aurait évidemment maintenu l'indépendance de l'Ukraine subcarpathique, foyer d'indépendance qui devait servir à embraser toute l'Ukraine, celle de Pologne et celle de Russie. Mais, au contraire, en laissant la Hongrie annexer les Ukrainiens des Carpathes, Hitler rassure la Pologne où les Ukrainiens sont 4 millions et à laquelle la constitution d'une Ukraine indépendante enlèverait quatre provinces. En même temps il double d'une barrière hongroise la fragile barrière qu'aurait pu opposer la Roumanie à une action russe contre la frontière slovaquo-allemande. S'ajoutant au désarmement de l'armée tchèque, cette opération garantit l'Allemagne contre toute surprise sur ses frontières orientales; elle peut, désormais, en toute sécurité, porter la totalité de son effort vers l'Ouest; quelques gardes-frontières suffiront à assurer ses derrières.

Tel est le résultat obtenu au point de vue « national » par la double trahison de la démocratie et du principe des nationalités commise par la France à l'égard de la République tchécoslovaque.

OU A CONDUIT LA TRAHISON A L'EGARD DE LA SYRIE

Passons dans une autre partie du monde, sur un théâtre plus secondaire, au moins d'apparence, mais où la trahison du même double principe, bien qu'opérée dans des conditions très différentes, aboutit, au point de vue « national », à un résultat aussi catastrophique qu'en Tchécoslovaquie.

Le premier gouvernement Blum avait signé avec la Syrie un traité qui accordait, en fait, à ce pays une indépendance à peu près totale; c'est d'ailleurs la seule chose qui compte à l'actif de ce gouvernement, et nous nous en sommes félicités à l'époque. Or on sait — nous l'avons déjà signalé — qu'il y a quelques mois la Commission des Affaires Etrangères du Sénat ajournait *sine die*, à la presque unanimité, la ratification de ce traité, ce qui équivalait à sa dénonciation.

Le résultat de cet acte de véritable démence sénile ne se traduit pas seulement par des troubles et une situation politique inextricable en Syrie, mais aussi par une entrée en scène, à grand orchestre, de la Turquie.

Après l'affaire du sandjak d'Alexandrette les relations étaient plutôt tendues entre Turcs et Syriens; or, depuis le vote du Sénat français, non seulement les autres pays arabes de la péninsule, Irak, Transjordanie, Palestine ont pris fait et cause contre la France et pour la Syrie, *mais aussi la Turquie*. Toute la presse turque, ce qui signifie le gouvernement turc, puisque la liberté de la presse n'existe pas en Turquie, déclare d'une seule bouche que l'indépendance des pays arabes est une question qui intéresse au premier chef la Turquie et que celle-ci est prête à soutenir cette indépendance, même par la force.

Ce qui signifie, de la manière la plus claire, que, dès que le conflit européen aura éclaté, l'armée turque — dont les soldats sont parmi les premiers soldats du monde, comme les Français l'ont appris à leurs dépens en 1915 aux Dardanelles, et plus encore peut-être, en 1919 en Cilicie, — se portera en Syrie où elle sera accueillie en libératrice, et en Palestine où elle sera accueillie de même si l'Angleterre ne se hâte pas d'achever le retournement qu'elle vient d'opérer dans sa politique sioniste; les Turcs atteindront ainsi, à peu près sans coup férir, l'isthme de Suez.

Ce qui entraînera pour les anglo-français, et la perte du contrôle du canal, voie de communication de l'Inde, de l'Indochine et de tout l'Extrême-Orient, et aussi la perte du contrôle des pétroles de Mossoul et de ceux, encore inexploités mais peut-être plus importants encore, du Djezireh — ces pétroles sur lesquels la France avait tellement compté pour se constituer une source d'approvisionnement relativement indépendante.

OU VA CONDUIRE LA TRAHISON DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Troisième domaine où la France a trahi — et le plus salement — la démocratie : l'Espagne.

Qui sera définitivement vainqueur; c'est-à-dire qui sera le maître de Franco : Londres ou Rome-Berlin? Qui l'emportera, de l'hypocrisie ploutocratique britannique, ou de la brutalité fasciste? — La question est toujours en suspens.

Avec le coup d'Etat de la junte militaire, il ne fait pas de doute que l'Angleterre a marqué un point. Que ce coup d'Etat ait été un coup de l'Intelligence Service, ce n'est guère douteux. La présence comme principal élé-

ment politique de la junte, et délégué aux Affaires Etrangères, de Besteiro, lieutenant de Prieto, est, à elle seule, suffisamment caractéristique; un message du poste de Radio de Madrid du 9 mars faisant l'éloge de Prieto, considéré comme le tombeur du communisme, écarte tout doute : la junte militaire est le chargé d'affaires de Prieto, la façade derrière laquelle celui-ci abrite son pouvoir. Or on sait que Prieto a toujours été l'homme de l'Angleterre, l'agent de l'Angleterre au sein de la République, celui qui, installé comme chef suprême de la Défense par l'aveuglement des Russes qui ne voulaient voir en lui que l'adversaire de la Révolution et l'ennemi personnel de Caballero, assura, de mai 1937 à mars 1938, les défaites décisives de l'armée républicaine, les plus récentes n'en ayant été que la conséquence.

Au moyen de la prise du pouvoir par Prieto, l'Angleterre espérait évidemment pouvoir rééditer le coup de Minorque : être la médiatrice qui, sous le prétexte fort honorable d'éviter l' « effusion du sang », permettrait à Franco d'achever sa victoire sans risques et le débarrasserait du moyen de pression dont l'Italie et l'Allemagne disposent à son égard tant que subsiste, à Madrid et à Valence, une forte résistance républicaine qu'il ne peut vaincre qu'avec l'aide de ses alliés.

Après la réponse de Burgos au message de Besteiro, il semble bien que ce plan ait échoué. L'Angleterre va donc sans doute maintenant employer tous ses moyens de pression pour amener une capitulation pure et simple.

D'autre part Franco et le Portugal viennent de signer un traité d'amitié et de non-agression. Le Portugal, étant un protectorat britannique, ce traité peut être également considéré comme une victoire anglaise, presque l'équivalent d'un traité d'amitié de Franco avec l'Angleterre. Mais c'est une arme à double tranchant car, dans la mesure, évidemment, où les traités ont quelque valeur, ce traité assure les derrières de Franco dans le cas d'une guerre avec la France, puisqu'elle le prémunit contre une agression portugaise.

Malgré tous ces facteurs qui peuvent être considérés dans l'ensemble comme plutôt favorables à l'Angleterre, nous continuons à penser que la trahison de la République espagnole par la France ne portera pas davantage bonheur à cette dernière que ses autres trahisons.

Cela parce que nous ne pensons pas que la City puisse, finalement, se substituer à Hitler auprès du gouvernement nationaliste espagnol.

La City ne peut avoir en Espagne qu'une politique : celle du rétablissement de la situation d'avant la République. A cette époque, et depuis de longues années, la condition politique de l'Espagne résultait d'un partage de la domination économique entre les gros propriétaires fonciers espagnols d'une part, et la finance britannique d'autre part. Aux premiers le sol de l'Espagne; à la seconde le sous-sol. C'est pour rétablir cette situation que l'Angleterre a assuré la victoire de Franco; devenir le maître de Franco serait pour elle sans objet si elle ne rétablissait pas cette situation.

Or ce rétablissement serait sans doute assez facile s'il n'y avait que Franco et les militaires, mais il y a aussi, à côté de Franco, et jouissant du puissant appui hitlérien, la Phalange. Or celle-ci est imprégnée d'idées « sociales », ces idées « sociales », il est vrai, très spéciales que sont celles du national-socialisme, mais qui néanmoins s'accommoderaient fort mal de la continuation d'un régime d'aristocratie foncière, et beaucoup plus mal encore, d'un régime de financiers étrangers maîtres des richesses minières et des services publics. Le temps où la finance britannique était reine du monde est passé; l'exemple de l'Allemagne a montré à tous les peuples qu'on peut se passer, lorsqu'on le veut bien, de son aide; cet enseignement ne sera certainement pas perdu pour l'Espagne nationaliste, et en tous cas, l'Allemagne sera là pour le lui rappeler.

Enlever l'Espagne franquiste à l'axe Rome-Berlin me semble donc une douce illusion; l'habileté, si grande pourtant, des gens du Foreign Office, n'y parviendra pas, et c'est pourquoi, malgré son aplatissement, malgré Bérard et Pétain, la France aura une nouvelle frontière de plus à garder et à défendre... si elle le peut! Autre désastre « national », et le plus grave de tous, dû, comme il convient, à la plus grave trahison de la République, commise par la République française.

R. LOUZON.

Le fascisme prévu par Proudhon

*Il n'y a pas plus de 15 ans, les hommes qui observent avec attention le mouvement économique faisaient ressortir, au sein de la paix, l'incohérence des éléments sociaux; ils en montraient l'antagonisme et les innombrables contradictions. C'était l'*anarchie industrielle, *idéal de l'économisme anglican, adopté par les praticiens français, et que la critique des novateurs niait comme irrationnelle et instable. Une telle situation, disaient-ils, est éminemment critique, et ne peut se soutenir; elle doit fatalement, par le jeu de ses principes, aboutir, sous l'action prépondérante du capital, à une formation corporative, à une* Féodalité industrielle.

Anarchie industrielle, Féodalité industrielle : *telle était, selon eux, l'inévitable gradation.*

On se moqua des prédiseurs : c'étaient des socialistes, des utopistes, des humanitaires, quoi de plus? des ennemis de la famille et de la propriété.

...Anarchie ou féodalité, c'est toujours le défaut d'équilibre, l'antagonisme, la guerre sociale, auxquels, dans l'état actuel des esprits, on ne saurait imaginer de remède qu'au moyen d'une concentration plus puissante, d'un troisième terme sériaire, que nous nommerons, sans nulle intention maligne, EMPIRE INDUSTRIEL.

Tout nous y pousse : la tradition monarchique, les analogies de l'histoire, l'instinct populaire, les préjugés de la démocratie.

Ici du moins nous aurons l'accord, l'unité, aux jacobins si chère, le silence et la paix. Mais aurons-nous la liberté? aurons-nous l'égalité? aurons-nous le droit?

P.-J. PROUDHON.

(Préface à la 3e édition du *Manuel du spéculateur à la Bourse*, 1856).

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Pour une action positive

« CONTRE LA POLITIQUE DE FERMETE, D'ACCORD. MAIS QUE PROPOSEZ-VOUS A LA PLACE ? »

Telle est la question que nous a value un récent article de la *Voix Syndicaliste*.

Et c'est à cette question que nous allons nous efforcer de répondre aujourd'hui.

Si nous avions un bloc ouvrier compact et discipliné, ayant confiance en ses destinées, la réponse serait facile : Lutte à outrance contre la bourgeoisie, organisation et préparation du prolétariat en vue de la grève générale révolutionnaire.

Mais nous n'avons pas un tel bloc. La classe ouvrière est encore divisée, désorientée par ceux qui ont la prétention de la diriger et de penser pour elle, elle n'a pas assez confiance en elle, en son action propre, et tant qu'il en sera ainsi il est impossible d'obtenir d'elle le refus de faire la guerre, impossible de faire cette grève générale qui, incontestablement, aboutirait à la révolution prolétarienne.

N'empêche que le but reste et que le meilleur de nos efforts doit tendre à préparer les travailleurs à cette riposte collective, à leur donner cette conscience de classe qui les rendra capables de briser le pouvoir bourgeois et d'instaurer un régime sans classe. Ce n'est que dans la mesure où nous avancerons dans cette voie dans notre propre pays et dans l'ensemble des pays, que nous pourrons affirmer avoir agi efficacement pour la destruction des guerres; ainsi et seulement ainsi nous créerons les conditions nécessaires à une action décisive.

⁂

Cependant cet effort de longue haleine ne suffit pas. Avant qu'il porte ses fruits nous aurons à intervenir contre des menaces précises de guerre, à intervenir avec nos faibles forces, comme en septembre.

Bien sûr, si notre bourgeoisie unanime, aidée par les dirigeants des partis ouvriers qui apportent leur contribution à la défense de la nation capitaliste, voulait faire la guerre, nous ne nous faisons pas d'illusions, dans l'état actuel de nos forces, nous subirions la guerre. Nous la subirions mais ne l'accepterions pas.

Mais la bourgeoisie ne constitue pas toujours un bloc uni. Des courants contradictoires s'y heurtent et quelquefois, comme en septembre, il peut s'y trouver une fraction pour pousser à la guerre et une autre pour freiner. Dans ce cas notre attitude est nette : nous appuyons la fraction qui freine, la fraction qui préfère les négociations à la guerre. Ainsi nous ne supprimons pas la guerre, mais nous pouvons contribuer à la faire reculer, et, certes, si cela se produit, c'est un résultat appréciable.

Une telle attitude est bien dangereuse. Elle risque en effet de faire naître la confiance en certains groupes capitalistes pour empêcher les guerres, toutes les guerres. Or aucun clan capitaliste, aucune fraction de la bourgeoisie ne peut être pacifiste. Certains peuvent être contre une guerre dans des conditions données, à un moment donné; mais les mêmes peuvent pousser à la guerre à quelques semaines, à quelques mois d'intervalle si une situation nouvelle se produit.

Soyons donc prudents; ne nous lions pas; gardons bien notre indépendance, notre liberté complète d'action, notre sang-froid. Ne généralisons pas une tactique que seule notre faiblesse peut nous imposer dans les périodes de crise aiguë.

N'oublions pas que c'est le régime capitaliste qui engendre la guerre, et, en attendant d'être en mesure de l'abattre, profitons des périodes de répit pour ne pas laisser créer les conditions indispensables au déclenchement du conflit, entre autres l'acceptation de l'idée de guerre, la réalisation de l'union sacrée.

Voilà notre tâche de tous les jours, celle qui va de pair avec notre effort d'éducation puisqu'elle assure l'éveil de la conscience de classe à la faveur des événements.

⁂

Le rôle des militants syndicalistes en face des événements qui peuvent menacer la paix du monde est donc bien clair : empêcher d'abord les clans bourgeois intéressés à la guerre ou poussés à la guerre, — même malgré eux —, de créer une ambiance favorable à la guerre. A l'heure actuelle, par exemple, où le problème des colonies semble placé au premier plan, il nous faut dévoiler les manœuvres des requins coloniaux qui veulent nous faire accepter l'idée d'une guerre pour défendre leur « Empire », c'est-à-dire les terres qu'ils ont volées, les richesses qu'ils ont amassées par une honteuse exploitation des peuples coloniaux. Les colonies ne sont point à vous; elles sont aux indigènes qui les peuplent, et si vous voulez empêcher les fascistes de les conquérir, MM. les défenseurs de l' « Empire », cessez d'abord la répression sauvage que vous exercez contre les indigènes de Tunisie, d'Indochine et d'ailleurs, qui demandent seulement à être traités comme des humains, comme des travailleurs libres; accordez-leur ensuite la garantie de la liberté individuelle, la suppression du travail forcé, la limitation des pouvoirs exorbitants des gouverneurs, l'exercice des droits politiques et leur représentation dans les assemblées délibérantes...

C'est humain, tout simplement, ce qu'ils réclament : c'est ce que réclamaient vos aînés, les bourgeois de 1789.

Accordez-leur cela à l'occasion du 150e anniversaire de votre révolution. Alors, peut-être vous sauverez votre « Empire », vous empêcherez sa « germanisation », ou sa « japonisation », ou son « italianisation », car vous donnerez aux peuples coloniaux quelque chose à défendre ; vous leur donnerez cet enthou-

siasme des volontaires de Valmy qui peut faire reculer les conquérants fascistes, vous jetterez les bases de la création d'un bloc de peuples libres capables de dérouter les tyrans et d'éteindre leur prestige, de créer les conditions favorables à leur chute.

Cela c'est un travail positif, un effort efficace pour empêcher la guerre impérialiste qui se prépare; il peut rallier tous les vrais pacifistes, sauf les partisans de la politique de fermeté, que nous laissons en compagnie des requins coloniaux.

U. THEVENON.

Pour le redressement syndical

UN APPEL DES INSTITUTEURS AUX SYNDIQUES DE NICE

A l'occasion du renouvellement de la C.A. de l'Union locale de Nice, la section des Instituteurs des Alpes-Maritimes a adressé l'appel suivant aux syndiqués niçois :

L'an dernier, le candidat du syndicat national des Instituteurs a été écarté de la C.A. de l'Union locale de Nice.

C'était le droit des syndicats de le faire.

Mais c'est notre droit, à nous, d'apporter publiquement les constatations suivantes :

— Notre Syndicat (10.000 timbres payés en 1938 à l'U.D.) est assez fort pour pouvoir prétendre à une représentation à l'Union locale;

— Notre candidat, régulièrement désigné, syndiqué depuis vingt ans, ancien secrétaire du Syndicat unitaire de l'Enseignement, ancien secrétaire du Syndicat unifié des Instituteurs, a une pratique syndicale certaine;

— Les statuts de l'Union locale font une place particulière aux questions d'enseignement.

Comment donc expliquer que notre Syndicat soit écarté de la gestion de l'Union locale?

Une seule réponse est possible :

Le syndicat national des Instituteurs et sa section des Alpes-Maritimes ne sont pas dans la ligne; sur les problèmes généraux du syndicalisme, ils ont exprimé une pensée indépendante.

Le S. N. des Instituteurs a-t-il eu tort ou raison? C'est la seule question qui importe.

Dès 1935, il s'élevait contre le cri « Daladier au pouvoir » (Congrès de Paris) parce qu'il se souvenait de février 1934;

Dès août 1936, il réclamait (Congrès de Lille) l'action contre le Sénat, forteresse de la conservation sociale, que certains décoraient du titre de « Sénat républicain »;

Dès décembre 1936, il réclamait de Blum une politique financière audacieuse en accord avec sa politique sociale;

Sitôt venue « l'heure de la pause », il annonçait que viendrait la régression et il dénonçait l'arbitrage obligatoire comme une duperie pour la classe ouvrière;

En 1937 et en 1938, il s'est élevé contre la mise au rancart de toute propagande pour le Plan et les réformes de structure; il a demandé vainement une nouvelle convocation des Etats Généraux du Travail;

Il a dénoncé la duperie de tous les décrets destinés à empêcher l'augmentation du prix de la vie et annoncé que la politique suivie amènerait la vie plus chère et davantage de privations pour les travailleurs;

Il a opposé à la politique de réarmement, de militarisme et de force une politique pacifiste résumée dans la formule : « Pas de pétrole, pas de mazout, pas de matières premières pour les Etats bellicistes »;

Il a annoncé que la mainmise communiste sur les organisations syndicales de notre département amènerait la baisse des effectifs, la perte de la confiance et briserait la force syndicale;

Il a annoncé que la politique « de fermeté » préconisée dans les syndicats à la suite du Parti Communiste serait suivie de la désaffection des masses, obstinément pacifistes;

Il a annoncé que la politique « d'union nationale » et de « la main tendue » se retournerait contre la C.G.T.;

Il a déclaré que le boycottage des militants demeurés fidèles à l'esprit pacifiste de la C.G.T. était un coup de poignard contre le syndicalisme;

A nos avertissements, donnés à l'échelle nationale et départementale, on a répondu en faisant la sourde oreille, par l'injure et la menace.

Mais que voyons-nous à présent?

Daladier, serviteur de la classe bourgeoise en février 1934, la sert à nouveau le 30 novembre 1938;

Le Sénat « républicain » a été le bastion de résistance aux conquêtes sociales;

L'armée « républicaine », le 30 novembre, a brisé notre protestation contre les décrets-lois;

Les avions de Franco, volant avec l'essence des pays dits démocratiques, ont écrasé l'Espagne;

Les effectifs syndicaux baissent, les syndicats professionnels s'organisent;

Le prix de la vie monte chaque jour et la misère s'accélère;

La force de la C.G.T., ébranlée dès 1937 par la politique de mise en tutelle du Parti Communiste, par les mots d'ordre faux que les militants du Parti ont propagés à l'intérieur du mouvement syndical, a subi un échec grave au 30 novembre 1938. Car il ne faut pas se mentir à soi-même : Quand, après une grève, la classe ouvrière rentre en abandonnant ses victimes; quand elle subit des révocations par milliers, des condamnations iniques par centaines, c'est que son organisation est affaiblie.

De la puissance de Juin 36 à l'impuissance de Novembre 38, on mesure les ravages de la politisation des syndicats.

Il faut reconstituer notre force et revenir à l'indépendance du syndicalisme.

Pour rendre à la classe ouvrière confiance dans son organisation de classe, il faut cesser au Syndicat de penser en partisan;

Il faut que l'Union locale, l'Union départementale, les Fédérations, ne soient plus la chasse réservée d'un parti;

Il faut que toutes les tendances du mouvement syndical participent à l'élaboration des décisions, à la gestion des organisations centrales;

Il faut, à tous les échelons, faire large place à tous les partisans et à l'armée innombrable des sans-partis;

Le parti qui profite de son organisation pour expulser les indépendants des directions syndicales travaille contre la classe ouvrière et il contribue, en fait, à la faiblesse de son parti, maître sur des ruines.

Camarades des syndicats,

Le redressement du syndicalisme est entre vos mains; il dépend de votre tolérance, de votre respect de toute pensée sincère, de votre fraternité non verbale mais réelle.

La Section des Alpes-Maritimes du Syndicat National des Instituteurs, en présentant à la C.A. de l'Union locale de Nice, notre camarade Giauffret, syndiqué depuis 1919, sanctionné du 30 novembre, ne cache rien de son drapeau syndicaliste; elle est pour l'indépendance réelle du mouvement syndical, elle est pour le maintien de la paix par les négociations.

Disciplinée dans l'action,

Toujours présente pour la solidarité,

Elle demande aux syndiqués de ne pas céder aux exclusives partisanes et de faire de l'Union locale de Nice une union véritable de toutes les pensées et de toutes les volontés tournées vers l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

L'affaire Garnier-David

Rapport de la commission d'enquête

Le bureau de la C.G.T. s'est enfin décidé à rendre public le rapport de la commission d'enquête sur l'affaire Garnier-David.

Voici ce document tel qu'il a été publié par le *Peuple* le 2 mars courant.

Deux remarques :

1° Le rapport condamne, en des termes modérés, certes, mais il n'en condamne pas moins l'attitude de la Fédération du bâtiment;

2° Becker, membre de la commission, et communiste notoire, s'est trouvé bien embarrassé pour condamner, sans condamner, tout en condamnant. Quelle piètre attitude, quel piètre caractère nous révèle sa lettre!

Rapport de la commission

La commission d'enquête désignée par le bureau confédéral pour examiner les incidents qui se sont produits le 11 avril 1938 à Saint-Etienne s'est efforcée de remplir sa mission.

Les membres de cette commission se sont réunis le 15 juillet 1938 au siège de la C.G.T. et ont pris connaissance du dossier remis par le bureau confédéral et de la lettre bimensuelle de la Fédération du bâtiment du 15 juin 1938.

Ensuite ils ont délimité le cadre de leur mission, défini leur méthode de travail et décidé de convoquer :

1° La Fédération du bâtiment;

2° La troisième région fédérale.

En conséquence, deux lettres ont été envoyées le 16 juillet : l'une à la Fédération, l'autre à la région fédérale, demandant à ces deux groupements de bien vouloir désigner un représentant devant être entendu par la commission d'enquête.

La convocation était fixée pour le jeudi 18 août.

A l'issue de cette première réunion, la commission a remis un communiqué, qui a été publié dans le Peuple *du 17 juillet 1938.*

Le jeudi 18 août, le camarade Ehlers, membre de la commisison, étant absent, les camarades Becker et M. Bonnet ont entendu :

1° Le camarade Le Quéré, représentant la Fédération du bâtiment;

2° Le camarade Berthoix, représentant la troisième région fédérale.

Après avoir entendu ces deux camarades et leur avoir posé quelques questions, Becker et Bonnet ont décidé d'un commun accord de mettre au courant de ces auditions le camarade Ehlers.

La commission s'est à nouveau réunie le 26 octobre à la C.G.T. Ses membres ont pris connaissance de la correspondance reçue. La commission a constaté avec regret l'existence de sentiments inamicaux entre :

D'une part, la direction syndicale du bâtiment de Saint-Etienne et certains chefs de chantier syndiqués de cette région;

D'autre part, entre la direction fédérale du bâtiment et la direction de la troisième région fédérale du bâtiment.

Cet état d'esprit est à l'origine des incidents regrettables qui ont occasionné la mort du syndiqué Chouzier.

La commission déplore ce dénouement tragique, toutes violences devant être bannies dans les rapports entre travailleurs et condamnées.

La commission estime que toute organisation syndicale se doit a priori et en l'absence de preuves formelles de soutenir ses militants aux prises avec la justice bourgeoise.

Ceci étant affirmé :

Considérant que, d'une part, Garnier avait été arrêté pour responsabilité morale;

Que, d'autre part, David a été inculpé plusieurs jours après l'incident, et sans preuves;

La commission est d'avis que la Fédération du bâtiment aurait dû affirmer sa solidarité à l'égard des deux camarades dont l'inculpation reposait sur des bases extrêmement fragiles.

Les membres de la commission confédérale d'enquête :

H. Becker, membre de la C.A. de la C.G.T., secrétaire de la Fédération du bois;

M. Bonnet, membre de la C.A. de la C.G.T., secrétaire de la Fédération de l'habillement;

E. Ehlers, membre de la C.A. de la C.G.T., secrétaire de la Fédération des syndicats maritimes.

Une lettre du camarade Becker

Camarade Bonnet,
secrétaire générale de l'habillement,
213, rue Lafayette, Paris (10e)

Cher camarade,

Je t'accuse réception du rapport de la commission d'enquête sur l'affaire de Saint-Etienne.

Je dois t'informer, ainsi que je l'ai déclaré à la commission à laquelle je suis, ainsi que toi et le camarade Ehlers, que ma signature au bas de ce document ne peut, de ma part, en rien condamner la Fédération du bâtiment sur la position qu'elle a prise dans cette douloureuse affaire, du fait qu'à mon sens elle se trouvait obligée de prendre fait et cause pour un syndiqué victime d'un meurtre.

D'autre part, en signant le rapport, j'ai le souci de ne pas porter préjudice à David, qui est inculpé dans cette triste affaire, car je n'oublie pas que c'est tout notre mouvement syndical que la bourgeoisie tenterait d'atteindre au travers de ce regrettable incident.

Reçois, cher camarade, mon fraternel salut syndicaliste.

membre de la commisison d'enquête.
BECKER.

Bled exclu de la C.G.T.

Bled, ancien secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine, qui exerce actuellement les fonctions de directeur de la caisse d'assurances sociales « Le Travail — Maladie » pour la Seine et Seine-et-Oise, vient d'être frappé d'exclusion par une résolution de la commission exécutive de la Fédération des employés.

Nous reproduisons cette résolution ci-dessous, en indiquant que le conflit est actuellement soumis à la C.G.T.

Le fait reproché à Bled est le suivant : Membre du Conseil d'administration de la caisse interdépartementale des assurances sociales, organisme officiel, Bled s'est abstenu lorsque ledit conseil fut appelé à se prononcer sur les sanctions à prendre contre les employés de la caisse interdépartementale ayant fait grève le 30 novembre 1938. Or les sanctions (une journée de mise à pied) furent votées par 15 voix contre 15 et 1 abstention, la voix du président étant prépondérante. Si Bled, au lieu de s'abstenir, avait voté contre les sanctions, celles-ci n'eussent pas été votées par le conseil d'administration.

La commission exécutive de la Fédération nationale des syndicats d'employés, réunie le lundi 13 février, après avoir pris connaissance de la correspondance échangée avec le Syndicat des directeurs et agents comptables des caisses d'assurances sociales de France (autres que les caisses départementales) concernant la demande d'exclusion déposée contre Bled, membre dudit syndicat, à la suite de son vote, sur mandat qu'il détenait de l'Union des syndicats de la région parisienne, vote par lequel il a désavoué à la fois son organisation mandataire qui a transmis l'ordre de grève du 30 novembre 1938 et les employés qui ont suivi les mots d'ordre des organisations syndicales,

Constate qu'en se refusant d'exclure Bled en raison de la violation d'un mandat syndical, le Syndicat des directeurs et agents comptables des caisses d'assurances sociales de France a lui-même manqué à ses obligations confédérales.

Dans ces conditions, approuve le bureau fédéral d'avoir, en attendant la réunion de la commission exécutive, refusé de délivrer les cartes et timbres 1939 à ce syndicat.

Prend acte que le Syndicat des directeurs et agents comptables de caisses d'assurances sociales de France s'est lui-même placé en dehors de la Fédération nationale des syndicats d'employés et n'a plus de lien, à dater de ce jour, avec les organisations confédérées.

Pour la commission exécutive,
le secrétaire général :
O. Capocci.

Pour les dettes du "Cri du Peuple"

SEPTIEME LISTE

Henri Chapey	50.—
Lagrange	10.—
Pierre Mader, Yonne	10.—
Houpeau, Seine-et-Oise	50.—
Daniel Martinet, 3e versement	30.—
Liliane Depollier	20.—
Pierre Monatte, 2e, 3e et 4e versements	30.—
Bureau, Alger, 3e versement	50.—
Alhomme, 4e versement	10.—
Lucien Hérard, Dijon	10.—
Cot, 3e versement	10.—
Roujou, 3e versement	10.—
Wipff, 3e versement	10.—
J. B., Saône-et-Loire, 3e versement	20.—
Total de la septième liste	320.—
Listes précédentes	5.091.10
Total	5.411.10

Merci à tous les souscripteurs de cette septième liste, arrêtée au 19 mars courant.

Adresser les souscriptions au compte postal 2065.90 Paris (Maurice Chambelland, 3, place Séverine, le Pré-Saint-Gervais, Seine).

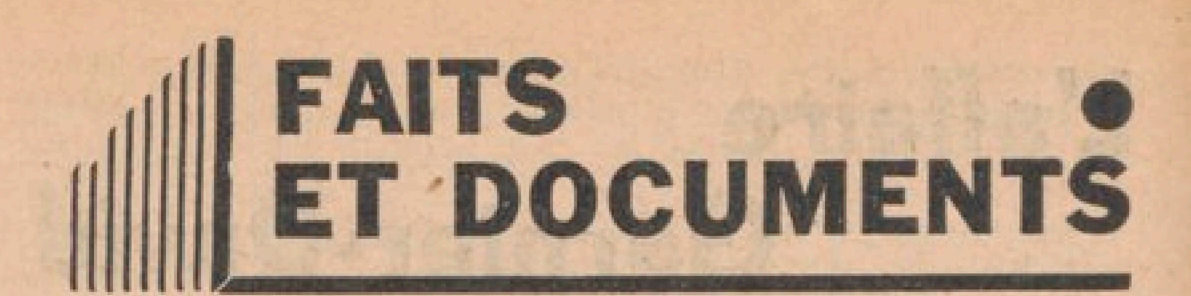
UN NUMERO SPECIAL DE L'« ECOLE EMANCIPEE »

Le 26 mars paraîtra un numéro spécial de cette intéressante revue consacré à *La crise actuelle du syndicalisme.*

Sommaire :
1. Pourquoi ce numéro? par J. Carrez.
2. Tout un passé! par M. Dommanget.
3. Le syndicalisme actuel :
A) Dans le monde, par L. Faraut.
B) En France : *a)* Ses tares, par M. Valière; *b)* Devant la guerre en septembre 38, par G. Serret; *c)* En échec le 30 novembre, par J. Salducci; *d)* Les équipes dirigeantes et nous, par R. Guilloré.
4. Nos tâches présentes, par A. Margaillan.

Le numéro est mis en vente à 1 franc, par quantités au-dessus de 20 il est laissé à 0.75 l'exemplaire.

Adresser les demandes à Angelini, 19*a*, rue Francis-de-Pressensé, à Marseille. C. C. P. 434.78 Marseille.



Anti-impérialisme

Fin janvier dernier s'est tenue à Londres une conférence coloniale convoquée par ceux de nos amis britanniques qui mènent le bon combat contre l'impérialisme de leur pays. La résolution qui clôtura cette conférence, qui avait réuni 223 délégués, fut adoptée à l'unanimité moins une voix. Elle peut servir de ralliement pour tous les anti-impérialistes sincères, c'est-à-dire tous ceux pour qui les colonies ne sont pas qu'une simple monnaie d'échange destinée à s'assurer, à soi-même, la paix. Aussi croyons-nous utile d'en publier l'essentiel :

...Durant ces dernières années des méthodes d'anéantissement ont été employées dans l'Empire britannique (1) qui ne se distinguent en rien des mesures tyranniques en usage dans les Etats fascistes. La liberté de la parole et la liberté de la presse ont été refusées, les organisations populaires ont été mises hors la loi, les leaders et les militants ont été internés dans des camps de concentration ou mis en prison sans accusation et sans procès, des amendes collectives ont été infligées, les indigènes ont été traités comme des êtres appartenant à une espèce inférieure, et de paisibles villages ont été brûlés.

Plusieurs peuples de l'Empire britannique sont, en outre, menacés de nouveaux dangers. Dans l'Inde le gouvernement se propose d'établir une Fédération par laquelle serait donné aux princes autocrates le pouvoir d'empêcher tout développement progressif. En dépit de l'affirmation que le régime démocratique a été étendu à l'Inde, le contrôle de la politique étrangère et des forces armées reste entre les mains de l'Angleterre et le vice-roi anglais conserve le pouvoir de veto.

Dans l'Afrique du Sud on se propose de remettre les protectorats entre les mains du gouvernement de l'Union sud-africaine qui est violemment opposé à tous les peuples de couleur et les persécutera encore plus durement que ne le fait le ministère anglais des colonies.

On insiste également de plus en plus pour que les territoires sous mandat, qui ont été enlevés à l'Allemagne en 1919, lui soient à nouveau remis.

Tous ces projets doivent être condamnés.

Le peuple hindou doit avoir le plein contrôle, sous une forme démocratique, de son gouvernement, et le droit complet d'auto-détermination.

Les peuples des Protectorats d'Afrique et des territoires sous mandat doivent avoir le droit de décider de leur propre destin au lieu d'être traités comme des pions sur l'échiquier impérialiste. Leurs territoires ne doivent pas être transférés d'un Etat impérialiste à un autre, mais aux peuples indigènes qui y vivent et qui ont le droit de le gouverner.

Le système des mandats, comme il a été pratiqué jusqu'ici, n'est pas une solution au problème politique colonial. Les peuples des pays sous mandat n'ont pas été mis à l'abri de l'exploitation politique et économique.

Le projet que certaines parties de l'Empire soient utilisées pour l'installation des Juifs et autres réfugiés de l'Europe a notre soutien, mais nous avons le devoir de nous assurer que tous les plans qui seraient dressés dans ce but ont l'assentiment de la population indigène intéressée. La tragédie de Palestine ne doit pas se renouveler.

Actuellement, de grands efforts sont faits pour s'assurer l'appui des peuples coloniaux dans toute guerre engagée par le gouvernement britannique, sous le prétexte que celui-ci combattrait pour la démocratie. L'absence de démocratie dans les colonies est suffisante pour que cette prétention soit

(1) Il va sans dire que tout ce qui est dit ici de l'Empire britannique est également applicable à l'Empire français. (N.D.L.R.)

repoussée. C'est une dérision qu'essayer d'acheter l'aide des peuples coloniaux en leur offrant quelques bribes de liberté, et non leur droit à la pleine indépendance.

Le Congrès national hindou et d'autres organisations de peuples coloniaux ont déclaré qu'ils refuseraient de soutenir toute guerre engagée par le gouvernement britannique tant qu'ils ne seraient pas politiquement libres. Il est de notre devoir d'approuver cette attitude. Les peuples coloniaux doivent utiliser toute occasion, soit dans la paix soit dant la guerre, pour conquérir leur liberté politique et économique.

Nous devons donner un avertissement contre le danger qu'il y a pour les peuples coloniaux d'être trahis par des coalitions conclues dans les pays impérialistes dans le soi-disant dessein de défendre la démocratie. L'expérience des fronts populaires en Espagne et en France montre que de telles coalitions n'apportent pas la liberté aux races sujettes. Les peuples coloniaux doivent compter sur leur propre action pour conquérir leur liberté et ne doivent mettre leur confiance que dans ceux qui ont fait la preuve de leur sincérité dans leur opposition à l'impérialisme.

A Barcelone sous la terreur franquiste

Nous empruntons au Libertaire *ce récit d'un témoin, le seul, croyons-nous, qui ait encore été publié :*

Nous avons eu avant-hier, au *Libertaire,* la visite d'un camarade français et de sa compagne qui, prisonniers dans Barcelone, après l'arrivée des franquistes, ont réussi à recouvrer leur liberté et à entrer en France. Ils sont parmi les premier étrangers qui ont pu quitter la Catalogne nationaliste. Leur témoignage porte sur des faits tout récents et a donc une valeur considérable. Nous avons interviewé ces camarades et voici le récit qu'ils nous ont fait.

⁂

La progression des fascistes sur Barcelone, après la chute des points stratégiques, se fit d'une manière foudroyante. Aucune défense réelle de la ville n'avait été organisée par les autorités militaires que, tel Lister, Négrin avait investies de sa confiance. Un intense bourrage de crâne sévissait qui réussit à duper jusqu'à des personnalités qui, par destination et profession, eussent dû être à même de recevoir des informations sérieuses. C'est ainsi que le consul de France à Barcelone lui-même encouragea les ressortissants français à ne pas hâter leur départ et la veille encore de l'entrée des franquistes dans la ville, il estimait que ceux-ci en avaient encore pour huit jours avant de menacer sérieusement Barcelone. Notre camarade et sa femme furent donc surpris comme beaucoup de camarades qui n'eurent pas le temps d'échapper.

⁂

Pendant quelques jours, les vainqueurs furent tout à la joie du triomphe. Il y eut quelques résistances isolées, quelques « pacos » dans les ruelles des quartiers ouvriers, mais qui ne gênèrent pas beaucoup à vrai dire la progression des fascistes. Cependant, le Comité régional de la C.N.T., dans la via Durruti et l'immeuble qui lui fait face, furent occupés et défendus pendant deux jours et demi après l'arrivée des fascistes. Une poignée de héros, se sacrifiant sans merci, ne voulurent pas que ce qui fut pendant trente et un mois le cœur vivant du prolétariat barcelonais, tombât sans coup férir aux mains des séides de Franco.

Pendant deux jours et demi encore, le drapeau noir de la F.A.I. flotta sur la voie Durruti. Il fallut amener de l'artillerie et tirer au canon contre les deux immeubles pour venir à bout des assiégés. Mais c'était un geste désespéré qui, comme pour les dernières barricades de la Commune, ne pouvait plus modifier la situation. Comme les derniers communards, ces camarades anonymes furent exterminés, cela va sans dire, jusqu'au dernier.

⁂

Dès les premiers moments, la chasse à l'homme avait commencé. Tout ce qui s'exhale des profondeurs boueuses de la bête humaine en proie à la vengeance se donnait libre cours. Les scènes atroces de la Commune de Paris se reproduisaient. A l'hôpital de la Bonanova, dans le haut du Paseo de Gracia, le personnel était resté en grande partie à son poste. Dès leur arrivée, les féroces requetès firent s'aligner tous les membres du personnel. On vit alors une femme qui travaillait dans l'hôpital, désigner elle-même aux bourreaux ceux qui avaient joué un rôle dans les événements : séance tenante et sur place, ils furent exécutés.

Les visites domiciliaires commencèrent aussitôt. On arrêtait à tour de bras. Mais où mettre ces milliers de gens? Les grandes arènes, dites de la Monumental, furent alors réquisitionnées. C'est un immense bâtiment qui peut contenir 25.000 spectateurs. A l'heure actuelle, quarante mille personnes y son enfermées. A la Carcel Modelo, construite pour 1.500 détenus, il y en a 6.000. Il y a huit prisonniers par cellule. Montjuich est comble. Dans les fossés de la sinistre forteresse, on exécute sans arrêt les condamnés à mort. Négrin a conservé des mois des prisonniers fascistes coupables de crimes certains et prouvés. Franco fait exécuter ses adversaires dans les heures qui suivent le prononcé de la sentence. Quant aux massacres sur place, comme celui de la Bonanova, qui en dira jamais le nombre!

⁂

Tous ceux qui avaient fui les précédentes avances franquistes, réfugiés basques, asturiens, galiciens, castillans, etc., sont, quand ils sont pris, molestés et martyrisés.

Le jour même de l'arrivée des fascistes, les curés recommencèrent à se montrer; ils ne sont pas les derniers à dénoncer les antifascistes. Ils passent dans les maisons, accompagnant requetés et phalangistes. La compagne de notre camarade, détenue avec quantité d'autres femmes, dans un local de l'ancienne via Durruti, avait comme co-détenue une fillette de quatorze ans. Cette enfant avait été dénoncée par un curé d'une église proche, incendiée au 19 juillet. Le curé, qui avait réussi à se dissimuler jusque-là, l'accusait d'avoir profité du tumulte pour voler une poule de son jardin...

Dans les premiers jours, les Français qui étaient restés dans Barcelone s'étaient réfugiés dans un immeuble de la calle de Bruch, sous la protection du consul. Cet immeuble jouissait de l'exterritorialité. Dans la nuit du 1er février, vers 2 heures du matin, une centaine de gardes civils envahirent l'immeuble. Ils étaient commandés par un officier italien. Brutalement, ils se saisirent des personnes présentes et sans d'autres explications que force insultes et violences, ils conduisirent tout le monde dans un immeuble de la via Layetana (ex-via Durruti). C'est un édifice appartenant à la banque française le Crédit Lyonnais. Là, les prisonniers furent enfermés, avec des Espagnols, au nombre d'environ 200 dans une cave obscure et sans aération, aux dimensions de 8 mètres sur 4. Tassés les uns sur les autres, ne pouvant s'accroupir ou s'asseoir pour prendre un peu de repos qu'à tour de rôle, ces malheureux restèrent ainsi quatorze jours. Ceux qui ne pouvaient pas justifier qu'ils n'avaient pris aucune part dans les événements étaient transférés à une autre prison.

C'est un lieutenant-colonel italien qui procédait aux interrogatoires. On devine qu'à l'égard des Français, il montrait une haine toute spéciale qui se traduisait par des invectives variées, où revenait cette promesse, comme un leitmotiv :

— « Les Français, même les fascistes, vous êtes tous des salauds. Il faudrait vous empaler par le cou, comme des charognes. »

Enfin, notre camarade et sa femme purent se soustraire aux investigations redoutables des services de vérification, leurs déclarations ne furent pas vérifiées — il est vrai qu'il était impossible

de le faire... — et ils furent rendus à la liberté.

⁂

Il était intéressant de connaître l'état d'esprit de la population à l'égard des vainqueurs. Nous avons donc interrogé notre camarade à ce sujet.

— « Les premiers jours, nous a-t-il dit, il est incontestable qu'il s'est produit des démonstrations indéniables de satisfaction, dont la propagande fasciste a tiré grand parti.

Il ne faut pas oublier qu'il y avait un million et demi d'habitants à Barcelone à la suite des exodes massifs de populations chassées de leurs régions par Franco. Sur ce nombre, il se trouve forcément toujours des gens pour se rallier aux vainqueurs. Les premiers jours, on vit même des femelles faire fête aux vainqueurs espagnols et même aux Maures. A l'égard des Italiens, l'état d'esprit de la population manifestante fut cependant, dès le premier jour, plus que réservé.

Dans un but de propagande, on vida toutes les réserves de céréales et notamment une grande partie des céréales françaises qui venaient de parvenir à Barcelone. La population eut l'impression qu'il y avait quelque chose de changé. Mais cette impression fut de courte durée. Le pain blanc des premiers jours fit rapidement place à un infect pain grisâtre, immangeable.

Le mécontentement reprit de plus belle, avec son corollaire : les menaces et les violences sur les récalcitrants à l'enthousiasme. Tant et si bien que maintenant la population traduit son sentiment ainsi : « Ils nous ont donné du pain, maintenant ils nous donnent du bâton. »

⁂

Les Italiens ont occupé tous les postes dirigeants du contrôle policier. De Barcelone à la frontière, tous les postes de contrôle des routes sont tenus par des Italiens, exclusivement. De grandes pancartes vert, blanc, rouge, rédigées en langue italienne, en font foi. Ce sont des officiers italiens qui vérifient vos papiers. Il y a des Italiens dans les hautes sphères dirigeantes de la police. Cette colonisation n'est pas sans exaspérer d'ailleurs les militants fascistes espagnols eux-mêmes. On rencontre souvent, paraît-il, dans les ruelles propices de Barcelone, des corps d'Italiens discrètement plantés d'un couteau...

⁂

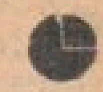
Mais ce n'est pas seulement entre Italiens et Espagnols que le désaccord règne. Requetès et phalangistes nourrissent réciproquement des sentiments rien moins que sympathiques. Les requetès reprochent aux phalangistes leur « opportunisme ». — Franco lui-même, disent-ils, est trop phalangiste!

Aussi, entre les deux clans, les « frictions » sont-elles fréquentes et prennent parfois un caractère grave. L'autre semaine (c'était vers le 22 février), une violente rixe, en pleines Ramblas, a mis aux prises phalangistes et requetès. La scène s'est passée dans un café des Ramblas, près de la calle Escudillers. Des grenades même ont été échangées et il y aurait eu plusieurs morts.

La tension grandit d'ailleurs de jour en jour et l'on s'attend à « un coup de torchon » si un terrain d'entente n'intervient pas entre les deux fractions. Il est évident que les agents italiens ont tout intérêt à atiser ces rivalités, car désunis, phalangistes et requetès assurent la tranquillité — très relative cependant — aux Italiens.

Quoi qu'il en soit, nul enthousiasme réel n'existe à Barcelone pour Franco et son régime. Les gens les plus dociles sont l'objet de mesures vexatoires dans le genre de celle-ci : tous les achats mobiliers antérieurs à 1931, c'est-à-dire à la République, doivent être justifiés par factures, faute de quoi, meubles et objets peuvent être considérés comme « rapines de pillage ». On devine à quels excès cela conduit. Autant dire que Maures, requetès, phalangistes, Italiens se servent comme à la foire d'empoigne.

C'est ce que Franco appelle l'Espagne régénérée.

ENTRE NOUS 

De nouveau, l'horizon s'obscurcit. La guerre? On en reparle sérieusement. Nous n'avons jamais cru que les accords de Munich l'aient éloignée de nous pour toujours. Elle a été retardée, sans plus. C'est déjà quelque chose. Mais nous savons bien que la guerre est inévitable en régime capitaliste.

C'est en de telles circonstances qu'on ressent le besoin de maintenir une revue comme la « R. P. ». Revue refuge, autour de qui peuvent s'agglomérer ceux qui, dans les pires tourments, veulent demeurer à la fois des pacifistes et des révolutionnaires, ceux qui ne trouvent plus de syndicalisme dans le syndicalisme officiel, ni de communisme dans le communisme officiel, ni non plus de socialisme dans le socialisme officiel.

Il faut maintenir la « R. P. », organe libre, complètement libre. Nous marchons, c'est certain, vers un régime totalitaire. L'absolutisme des organisations ouvrières officielles lui a frayé les voies. A-t-on jamais connu une presse ouvrière plus fermée, moins libre, plus totalitaire, que la presse ouvrière d'aujourd'hui, qu'elle soit syndicaliste, socialiste ou communiste? Cette constatation, amère, mais vraie, nous dicte le devoir de conserver notre îlot de liberté.

La liberté s'acquiert. La liberté d'expression, la liberté de la presse s'achète par un effort constant. Effort de propagande et de recrutement d'abonnés nouveaux, seul moyen de vivre pour une revue comme la nôtre. Aussi ne cessons-nous de demander à nos camarades de nous procurer de nouveaux lecteurs.

En ce sens, nos résultats de février sont nettement insuffisants. Qu'on en juge! En février, seulement 10 abonnements nouveaux nous sont parvenus, se répartissant comme suit :

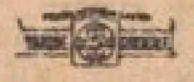
Paris	**4**	**abonnés nouveaux**
Aube	**1**	**»**
Indre	**1**	**»**
Haute-Vienne ...	**1**	**»**
Yonne	**1**	**»**
Etranger	**2**	**»**
Total	**10**	

Nous pouvons et nous devons faire mieux que cela. Nous le pouvons, car, chaque jour, s'accroît le nombre des militants que le sectarisme rejette hors des organisations où la liberté n'est plus qu'un vain mot. Nous le devons, car le seul moyen d'empêcher le naufrage du vrai syndicalisme, du vrai communisme, du vrai socialisme, c'est de conserver le droit de se faire entendre, ne fût-ce que dans une revue à faible tirage.

NOS ABONNES DE SOUTIEN

Un nombre important de nos abonnés de soutien n'ont rien versé en 1938. Très peu d'entre eux nous ont fait parvenir leur contribution volontaire pour 1939. Nous leur demandons, aux uns et aux autres, de bien vouloir penser à notre caisse. A chaque numéro, il nous faut payer l'imprimeur.

Le gérant : M. CHAMBELLAND



Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)